

Des expatriés de la recherche française.

BioDocs International

Lettre ouverte au gouvernement

Monsieur le Premier Ministre,
Mesdames et Messieurs les ministres,

Objet : Solidarité et soutien des expatriés de la recherche française.

Nous savons tous qu'une nation ne peut avoir ni développement économique durable et stable ni rayonnement international sans un secteur de recherche vaste et puissant. C'est une activité coûteuse, à risque, mais indispensable pour l'économie d'une nation.

Alors qu'une mobilisation sans précédent fédère de nombreux chercheurs contre la politique d'abandon de la recherche pratiquée par votre gouvernement, nous souhaitons rappeler qu'une part importante du potentiel humain de recherche français travaille actuellement dans des laboratoires étrangers. La majorité des jeunes chercheurs de notre génération ainsi que de celle qui nous précède depuis 1990/1995 a vécu une période dite de « stage post-doctoral » en Europe, en Asie et surtout aux Etats-Unis. Nous souhaitons cependant préciser que ce terme de « stage » est particulièrement inapproprié, car il concerne de jeunes docteurs ayant déjà une expérience professionnelle de la recherche au minimum par la thèse, voire par de précédents « post-docs ». Nos illustres prédécesseurs sont d'ailleurs fiers de voir que la jeune génération a fait exploser les barrières nationales pour inscrire leurs recherches dans le cadre de collaborations internationales souples et dynamiques. Mais notre expérience à l'étranger n'est valable que si elle nous permet de rapatrier de nouveaux savoir-faire.

Aujourd'hui nous nous posons tous la même question : **pourquoi préparer un retour en France pour un salaire plus faible et des conditions de travail déplorables ?** Le corollaire à cette question est : nos concitoyens, par le biais du ministère des finances, ont-ils les moyens de former des docteurs pour le reste du monde ? (le rapport Cohen-LeDéault estime à environs 130 000 euros en moyenne le coût de formation d'un docteur).

Nous voulons exprimer notre profond malaise de cadres supérieurs expatriés, dont l'expérience internationale devrait servir le système de recherche et développement français, mais qui risque d'être perdue faute d'audace de la part des décideurs économiques et politiques, et donc faute d'opportunités pour nous.

Nous voyons partout, hors de France, des laboratoires académiques ou des entreprises privées nous accueillir à bras ouverts preuve de la reconnaissance de notre formation. Aux Etats-Unis et plus généralement dans les pays anglo-saxons, il faut reconnaître que l'insertion des docteurs dans le marché de l'emploi est facilitée par l'unicité du système universitaire (absence des écoles d'ingénieur et de commerce); les dirigeants de ces pays, ayant eux-mêmes souvent une expérience de la recherche, favorisent bien plus la recherche et le développement au sein de leurs entreprises. Malgré le souhait des jeunes chercheurs, l'université continue de former les docteurs dans une logique purement académique, avec une vision globalement péjorative de l'entreprise. Les patrons de l'industrie française, issus en majorité des grandes écoles, n'ont pas eu assez de contacts avec le milieu de la recherche au cours de leur cursus, si bien que l'intérêt de développer une activité propre de recherche, ou de collaborer avec les laboratoires publics leur échappe trop souvent. Ils sont plus méfiants que curieux des avancées que pourrait leur offrir la découverte scientifique. Cette frilosité est encouragée par le désengagement de l'Etat de la recherche publique. Pour les mêmes raisons, l'absence de docteurs dans la haute administration n'arrange pas l'image

de la recherche dans les cercles de pouvoir.

On constate actuellement un départ progressif vers l'étranger non seulement des chercheurs à l'origine des progrès scientifiques et technologiques mais aussi des industries de pointe, notamment pharmaceutiques. **La France est sur le point de perdre sa compétitivité sur des marchés clefs pour les années à venir** : en n'offrant pas de cadre dynamique pour la recherche et l'innovation, elle voit son meilleur atout, son potentiel humain, s'expatrier (400 000 européens travaillent actuellement aux Etats-Unis dans le domaine de la recherche et développement, Time Magazine, Vol. 163 No. 3, 19 janvier 2004). Aujourd'hui une majorité de chercheurs académiques français partent à la retraite. Les indicateurs de niveau de publication montrent que ces derniers ont contribué à établir de très bonnes performances pour la recherche fondamentale française et européenne face au géant américain. Notre modèle a donc la sagesse et l'expérience requises pour gagner les courses autrement !!!

Et après tous ces départs ? la France baisse le rideau ? Abandonne t'elle un système de recherche académique pérenne dont les résultats sont bons, pour adopter le modèle anglo-saxon onéreux et instable dans lequel la capitalisation locale du savoir faire est fragile, si ce n'est inexistante? Comme vous le savez, la précarité a un coût pour l'employeur et l'absence de maintien d'une continuité dans les laboratoires engendre un gâchis important. Avons-nous les moyens comme le font les américains, de faire travailler 5 post-doctorants en espérant en voir 1 seul produire de bons résultats ? D'ici à 2010, les Etats-Unis prévoient de recruter 700 000 chercheurs de plus (Time Magazine, Vol. 163 No. 3, 19 janvier 2004). **Pensez-vous réellement mettre les moyens pour lutter de façon frontale contre la débauche de moyens levée par les Etats-Unis ?** Les résultats d'une telle approche en Europe sont notamment analysés dans la revue Nature (Towards a German élite, *Nature* **427**, 271, 22 January 2004).

Sans une action forte et coordonnée au niveau européen, la France devra se résoudre à ne garder sur son territoire que les emplois répondant à des services de proximité. Réduire les dépenses de recherche est une fausse solution au problème du déficit. Le résultat de ces économies de bouts de chandelles est la disparition d'emplois hautement qualifiés, qui ne peut qu'immobiliser un peu plus notre pays, incapable alors de saisir les chances offertes par les découvertes. Aujourd'hui, la recherche académique française étouffe. Ses architectes vous le disent depuis des mois, ses petites mains le hurlent depuis plus de 5 ans (<http://cjc.jeunes-chercheurs.org/>), ses collaborateurs étrangers s'en étonnent à chacune de leurs visites, et ses expatriés attendent en zone franche quand ils n'ont pas défait leurs valises une fois pour toutes.

Cette situation n'est pas irréversible, mais nécessite la mobilisation rapide de moyens financiers et de plans d'actions pour redynamiser la recherche scientifique :

1. Plutôt que d'opposer caricaturalement les secteurs académique et privé, nous devons aider à la diffusion des découvertes fondamentales vers les industries et au développement d'application de ces découvertes par les entreprises françaises.
2. Plutôt que de pratiquer une politique précaire de primes à la création d'entreprises innovantes, nous devons faire plus et créer de façon durable les environnements financiers scientifiques, et logistiques propices au redéploiement et à la création des entreprises de haute technologie dans notre pays. Peu d'entre nous, croyez-le bien, seront candidats pour aller se casser le cou dans la création d'une start-up au milieu de pôles technologiques désertés et sans avenir, seule source de ces sociétés.
3. Plutôt que de remplacer une partie des emplois stables par quelques post-doctorants temporaires, nous devons promouvoir notre spécificité qu'est l'emploi pérenne de scientifiques performants tout en ajoutant un contingent de post-doctorants trop rares pour le moment dans nos laboratoires !

4. Plutôt que de dresser une image fautive d'un secteur académique fait de chercheurs fainéants et dépensiers, nous devons mettre en place une véritable révolution dans la gestion des ressources humaines dans les institutions académiques.
5. Si tous les docteurs n'ont pas vocation à faire de la recherche académique, il est important de promouvoir leur recrutement tant dans les entreprises que dans les administrations. Partout dans le monde anglo-saxon, le docteur d'université est aujourd'hui un cadre supérieur créatif et efficace; pourquoi pas en France ? Il est nécessaire de reconnaître le titre de docteur dans les conventions collectives et dans la haute fonction publique, d'autant plus que l'harmonisation européenne va dans ce sens.

L'Europe est le cadre nouveau dans lequel la recherche française doit implanter son avenir. Nous soutenons vigoureusement le souhait de la Commission Européenne de doubler son effort de recherche et développement. Cependant cela ne doit pas être un prétexte pour notre pays de réduire d'autant son budget de recherche. Cela doit être l'occasion d'investir de nouveaux moyens en France pour accompagner l'intégration des instituts français dans la construction de l'Europe de la recherche. Et si l'Allemagne entame elle aussi une refonte de sa recherche, alors travaillons de concert avec elle (Towards a German élite, *Nature* **427**, 271, 22 January 2004) !

Scientifiques français expatriés, nous voulons déclarer ici notre solidarité et notre soutien pour nos collègues dont la mobilisation est unique dans l'histoire de la France.

Mr le Premier Ministre, Mmes et Mrs les ministres, si la crise actuelle n'est pas transformée en tremplin pour l'activité de recherche de notre pays, alors les prochaines ruptures technologiques entre la France, les Etats-Unis, et l'Asie nous placeront du mauvais côté de la « fracture » et nos gesticulations franco-françaises n'y pourront plus grand chose.

Nous souhaitons vivement que les négociations de votre gouvernement avec le collectif « sauvons la recherche » soient fructueuses en vue d'un renouveau de la recherche française et européenne.

Très sincèrement,

Des expatriés de la recherche française.
BioDocs-International
<http://www.biodocs.net/international/index.htm>